

Séance du Conseil départemental du Val-de-Marne
14 février 2022

**Intervention de Fatiha AGGOUNE, Présidente du groupe Val-de-Marne en Commun
sur le rapport d'orientations budgétaires.**

Monsieur le Président, cher collègue,

Je commencerai mon propos, pour souligner la qualité du travail fourni par la Direction Générale des Services, la Direction des Finances et de l'ensemble des services. C'est un document riche en information et pédagogique.

Après avoir souligné la forme, vous comprendrez bien que l'essentiel de mon propos s'attachera au fond de ce rapport et qui dans les faits se résume dans les trois premières pages.

Situation budgétaire catastrophique héritée de l'ancienne majorité, tels sont depuis des mois maintenant vos mots. Histoire que vous vous évertuez à tenter d'imposer dans le débat public et politique pour justifier des choix et imposer des économies.

A la lecture de votre document, l'objectif de votre mandature d'un point de vue budgétaire et financier viserait donc à rendre une copie irréprochable, pour obtenir une très bonne note, décernée par une quelconque agence. Votre seul objectif : être en adéquation avec des ratios libéraux contestables et de plus en plus contestés d'ailleurs.

Ce n'est pas notre conception de la vie politique, de la gestion politique d'une collectivité. La vie politique amène à mener des combats pour exiger des moyens, pour faire valoir des projets et des politiques publiques utiles et efficaces, pour promouvoir des dispositifs audacieux porteurs d'avenir et de réussite. L'action politique, ce sont des combats et des exigences pour enclencher des financements afin de soutenir l'investissement utile.

De ce point de vue, nous constatons amèrement que vous êtes résignés. D'ailleurs vous l'écrivez : **« nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes »**.

Sans notre engagement résolu et très souvent ensemble, donc transpartisan, qu'en serait-il du Grand Paris Express... Que serait advenu l'avenir des Départements en Ile-de-France notamment. Cet engagement commun des 7 départements qui a débouché sur la création du FS2I, **dont C. Favier en a été un des principaux initiateurs.**

FS2I partenaire indispensable du développement des territoires, les projets sont nombreux et divers dans différents domaines. **Une maison interdépartementale de l'autisme était à l'ordre du jour notamment.**

Le modèle financier du FS2I est construit sur une péréquation et une redistribution juste. FS2I premier partenaire financier du Val-de-Marne en investissement, bien loin devant la région présidée par Valérie Pécresse. D'ailleurs, quel paradoxe, les deux départements les plus financés par la Région sont les deux départements les plus riches : les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Comme quoi cette orientation de l'appel à projets portée à la fois par le Gouvernement et ses agences ou dans de plus en plus de Régions et Départements, sert principalement les plus riches.

Ce n'est pas notre vision de la solidarité financière et de l'engagement de la puissance publique dans nos territoires. **Aux affaires, nous n'avons eu de cesse de promouvoir également une politique de redistribution de la ressource départementale.**

Et cette ressource s'est également traduite par de l'emprunt et de la dette.

Mais ensemble, convenons que cette dette dont vous parlez tant, c'est d'abord la dette de l'Etat. Vous pouvez jeter des ratios, ratios qui vous arrangent d'ailleurs, pour justifier des choix.

Mais cette dette est à la fois consécutive du désengagement de l'Etat et à un degré moindre de celle de la Région.

Mais cette dette, c'est celle qui a permis de soutenir l'investissement.

Une dette qui a également été contractée avec des taux historiquement bas. Alors questionnons quelques investissements réalisés et dans tous les cantons du Val-de-Marne. La crèche du Plessis-Tréville, pas utile ? Le collège de Vincennes, pas utile ? Le T9, pas utile ? La renaturation de la Bièvre à Arcueil – Gentilly, pas utile ? Les systèmes anti-crues à Villeneuve-Saint-Georges, pas utiles ? La RD 19 et la réfection du pont à Maisons-Alfort, pas utiles ? La liste est longue mais derrière cette dette que vous évoquez tant, il s'agit de projets concrets.

Citez-moi un investissement réalisé dans vos villes ou cantons qui n'ait pas été nécessaire !

Et puis cette dette permet également le résultat du produit des D.M.T.O. Sans notre engagement résolu dans les transports, infrastructures, pour une réelle attractivité du Val-de-Marne, il y a de fortes probabilités que le produit des D.M.T.O. n'ait pas été au rendez-vous.

Sans ces choix stratégiques pour le Val-de-Marne, où en serions-nous !

Ce sont des réalités, c'est du concret. Ce sont des choix responsables et en toute conscience que nous avons pris. Maintenir une épargne nette à 40 M€ minimum dans le cadre de l'exécution budgétaire et piloter notre endettement sans renier sur nos politiques publiques, ni sur l'investissement, c'était notre ligne conductrice dans l'exécution et le pilotage budgétaire. Globalement, les Comptes Administratifs en attestent.

Des investissements réalisés accompagnant le développement du Val-de-Marne, les évolutions démographiques, relevant les défis environnementaux, s'inscrivant comme partenaires des collectivités locales, acteur déterminé dans les projets en politique de la Ville.

Des investissements utiles, des investissements porteurs d'emplois et développant de la recette fiscale. Des investissements servant également l'insertion et l'emploi. C'est cette réalité qui se cache derrière la dette que vous décriez tant.

A vous lire et vous entendre, le Val-de-Marne serait un îlot, en dehors de toutes réalités. Un îlot dont les lois de finances et réalités sociales n'ont pas impactées les capacités des Départements à agir. Comme vous peut-être, nous lisons, nous nous imprégnons des débats au sein de l'A.D.F. Nous entendons chaque année la colère des Présidents de Département et quelle que soit leur appartenance politique. **Les Départements sont malmenés depuis trop longtemps.**

Depuis votre prise de fonction, vous tentez de nous raconter une histoire, votre histoire.

Que la majorité de gauche était irresponsable, qu'elle menait les finances de la collectivité dans le mur. Que les marges de manœuvres étaient si faibles que vous alliez vous atteler à en dégager de nouvelles.

C'est fort de cette argumentation que vous avez baissé drastiquement la subvention aux organisations syndicales. C'est avec cet objectif que vous avez stoppé net, et sans concertation, le chèque mobilité. C'est toujours sous couvert de recettes nouvelles que vous adoptez la convention favorisant le fichage des Mineurs Non Accompagnés. Enfin votre délibération cadre sur le logement ne va en rien accompagner la production de logements sociaux dans les villes hors-la-loi, mais plus encore va vous permettre de réaliser des économies substantielles en investissement.

Or, force est de constater, qu'avec votre proposition de budget 2022, vous héritez d'une situation financière et des dynamiques fiscales qui vous permettent de proposer des crédits à la hausse, tout en améliorant l'épargne et donc de réduire les besoins d'emprunts pour soutenir le programme d'investissement.

Alors cette histoire que vous tentez de raconter ne tient pas. Elle est caduque. Nous n'avons tout simplement pas les mêmes priorités et les mêmes choix.

Oui, nous avons fait de nos politiques publiques la promotion de nouveaux droits pour toutes et tous, et à tout âge. Vous souhaitez y tourner le dos, pour favoriser des politiques de contraintes et de devoirs. Voire de réorienter subventions et investissements dans vos villes et cantons. Nous nous éloignons, pas à pas, C.P. après C.P., de politiques rayonnant sur l'ensemble du Val-de-Marne.

Effectivement, c'est un virage que vous amorcez. Et vous l'amorcez en dépit des réalités sociales.

Monsieur le Président, j'entends le discours musclé du nouveau Président de l'ADF, Monsieur SAUVADET, à l'encontre du Gouvernement. Je suis surprise que vous ne lui emboitez pas le pas.

Vous prenez acte des désengagements de l'Etat, de la non compensation totale des trois A.I.S., tout comme de la perte d'autonomie fiscale et financière pourtant constitutionnelle. A vous lire cela serait irréversible. En n'érigeant pas ce combat comme une priorité, vous accompagnez ces mouvements. Alors que le débat institutionnel n'est pas clos, que la loi 3DS laisse un goût amer, que les mécanismes financiers ne sont pas consolidés entre Etat et collectivités. **Vous abdiquez !**

La loi d'orientations des finances publiques 2022 n'est pas à la hauteur.

Vous évoquez qu'après le « *quoi qu'il en coûte* », des réformes structurelles s'imposeront pour payer la dette de l'Etat. Nous connaissons malheureusement la chanson et potentiellement les conséquences pour les citoyennes, les citoyens et les collectivités locales.

C'est déjà au prix fort que ces dernières ont contribué au redressement des comptes publics après la crise de 2008, crise d'ailleurs dont elles n'étaient pas responsables.

Ce quinquennat aura mis sous tutelle les collectivités locales, aura augmenté les cadeaux fiscaux.

Quels paradoxes ! Alors que la question du pouvoir d'achat s'invite de nouveau avec force dans le débat public, après la séquence des gilets jaunes, **2021 aura été consacré par un nouveau record de dividendes distribués : 137 milliards.** Quelle indécence !

Alors que de plus en plus de nos concitoyennes et concitoyens peinent à tenir les fins de mois. La crise n'est pas là même pour tout le monde. La première réforme structurelle devrait être une lourde taxation sur ces dividendes et produits financiers. C'est à ceux qui se sont enrichis pendant cette pandémie d'en payer le coût, de contribuer au redressement des comptes publics ou tout simplement à la solidarité nationale.

Oui l'argent existe dans ce pays et il doit être réorienté. Depuis des décennies, l'ensemble des mesures prises, et qui devaient favoriser l'emploi et le pouvoir d'achat, n'ont en fait permis qu'aux plus riches de continuer à s'enrichir. L'Etat dans des compromissions avec le MEDEF a favorisé la précarité et la course aux dividendes sans même contrôler l'efficacité de ces cadeaux fiscaux.

Je vous le dis, et avec force mes chers collègues, vos premières délibérations cadres et mesures ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Le logement social et les cités ne posent pas problèmes à la Ville et au Centre-Ville, cassons l'idée que se seraient des terrains de délinquances et d'insécurités, plus encore de communautarisme, que le chômeur de longue durée comme l'allocataire du R.S.A. ne ferait pas assez d'efforts, que le mineur non accompagné serait potentiellement dangereux, que le monde culturel, associatif, les agents des services publics seraient à regarder avec méfiance parce qu'exigeants et revendicatifs.

C'est cette société qui crée de la violence. C'est le système qui est en panne. **Ce système qui tue la planète et menace l'espèce humaine.**

Cette société qui produit de la concurrence et des inégalités criantes. Quand les uns se gavent de façon indécente sur la richesse issue du travail, l'essentiel de nos concitoyennes et concitoyens souffre. Pour beaucoup de Val-de-Marnais.es, l'horizon est bouché et malheureusement avec comme seule perspective le jour du lendemain.

C'est dans ce contexte également que se conduisent les affaires politiques du Département. Nous ne pouvons imaginer que cela se résume à de simples enjeux de gestion. Pourtant c'est le chemin que vous empruntez. Cela nous inquiète, vous programmez la régression de ce Département riche de son histoire, de ses différences, de ses atouts et de ses difficultés.

Ambition, audace, engagement, résistance, tels sont dans les faits des objectifs qui risquent d'appartenir au passé.

Le R.O.B. que vous proposez avec la prévision de budget, ne donne pas à lire sur plusieurs exercices. La trajectoire est énoncée. **Réduction de la dépense publique, diminution du P.P.I., désendettement. Mais cela se traduit comment ? Où allez-vous agir ? Quels programmes remettez-vous en cause ? Où vous désengagez-vous ?**

A ces questions pourtant fondamentales, nous n'avons aucune lisibilité à cette étape. Nous nous attendions au minimum à une prospective financière. Rien. Mais peut-être avez-vous du mal à remettre en cause des politiques publiques qui ont démontrées toutes leurs efficacités ? A remettre en cause le programme d'investissement ? Les arbitrages ne sont jamais faciles et ils en résultent de courage et de choix politiques.

Alors quels sont vos choix à plus long terme ? Où allez-vous réduire drastiquement dans la dépense publique ? Quels en seront les impacts sur la structure du personnel et les Val-de-Marnais.es ?

Nous n'avons aucune lisibilité. Pourfendeur de la dette, votre projet de budget fait appel à un haut niveau d'emprunt et dans le même temps invite à des arbitrages pour le P.P.I. Que de contradictions ! **Quels sont ces arbitrages envisagés ?**

Avec ce premier exercice budgétaire qui se profile, nous ne voyons aucun souffle, aucune dynamique, quelques annonces mais aucune ambition sauf de rendre une copie dans l'espoir d'obtenir un triple A par les agences de notations.

Enfin je ne peux poursuivre mon propos, sans évoquer les grands équilibres qui se dessinent.

90 M€ potentiels d'excédent net qui seront constatés au C.A. 2021. Moins 20 millions d'€ de crédits de paiement sur le R.S.A. Vous misez sur l'efficacité de votre nouvelle stratégie départementale. Plus 40 Millions de B.P. à B.P. sur les D.M.T.O. et vous avez bien raison d'inscrire ce niveau de recettes au vu du réalisé et 19 M€ sur la TVA, dispositif de compensation lié à la disparition de la TFPB qui, si j'ai bien compris, ne sont pas stabilisés à cette étape de la construction budgétaire.

Il y a encore un an, la majorité d'alors aurait été taxée d'insincérité budgétaire, de faire de la cavalerie, en vous présentant de tels éléments. Vous profitez pleinement de marges de manœuvres, de dynamiques fiscales résultant de l'attractivité du Département qui vont s'inscrire dans le temps. **Quoique vous en pensez, c'est notre bilan.**

Au regard du résultat net qui se profile, vous n'avez pas de problème dans la conduite de l'exercice à venir. D'ailleurs l'évolution de l'épargne que vous proposez ne trouve sa source que dans les mouvements évoqués ci-dessus. Alors, si bien même que le produit des DMTO ne soit pas complètement au rendez-vous, que vos dispositifs pour les allocataires du R.S.A. balbutient, ou que la compensation par la TVA de la TFPB ne soit pas au niveau escompté, vous avez de quoi confirmer et consolider en 2022, vos objectifs budgétaires et atteindre vos ratios.

Ratios que vous évoquez à plusieurs reprises et qui semblent être votre ligne rouge. Mais les comptes administratifs pointent également d'autres résultats que ceux liés à la dette et à la durée de son remboursement, dont nous pourrions d'ailleurs discuter l'objectivité.

Alors évoquons d'autres ratios que vous avez sciemment évacués.

2020, c'est aussi 175 € de dépenses et subventions d'équipement par habitant, quand la moyenne des départements est à 159 € et 156 € pour la moyenne de la strate.

Vous évoquez un effort exceptionnel en direction des collèges. Ce n'est pas un sujet nouveau en Val-de-Marne. En 2020, nous y consacrons 101 € par habitant dont 52 en investissement quand la moyenne des départements est à 70 dont 31 en investissement. **Sur les collèges vous êtes encore hors sujet.**

Alors poursuivons sur la dette, puisque vous n'avez pas tout exprimé.

L'annuité de la dette est de 58 € par habitant quand la moyenne des départements se situe à 61 € et 59 € pour la même strate. Enfin l'annuité de la dette représente 5,5% des recettes réelles de fonctionnement quand la moyenne des Départements est à 6% et celle de la strate

supérieure à 7%. Ce sont également des ratios qu'il faut apprécier et regarder. **Ils renforcent notre héritage, notre responsabilité et sérieux quand nous étions aux affaires.**

Monsieur le Président, ce premier Rapport d'Orientation Budgétaire n'est ni plus ni plus ni moins de la communication. Il n'est pas à la hauteur de la situation sociale, des évolutions démographiques, des mutations urbaines, des défis et enjeux environnementaux.

Votre futur budget manque d'ambition, il inscrit la pédagogie du renoncement de cette majorité face à la crise, dans le soutien au pouvoir d'achat. Vous avez une obsession, l'austérité alors que le gouvernement lui-même a renoncé au respect des critères de Maastricht. Sans emprunt, sans endettement, il n'y a pas d'investissement. C'est le déclin du territoire et le recul de l'emploi.

Les trois premières pages introductives, fixant un cadre, enclenchant une dynamique, sont en fait une série de mesurette.

Votre projet de budget tourne le dos déjà à vos promesses de campagne. Mutuelle, nouveau plan crèche, ambition environnementale, acteur du développement territorial, **tout cela semble déjà appartenir au passé.**

Seul le prononcé fait foi